



CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE
Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie
1 allée du Château – CS 45001
57085 METZ – Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de Travaux

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT COMPLET D'UN ASCENSEUR
POUR L'EPSM METZ JURY**

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 12 décembre 2025 à 12h00

Table des matières

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANCE	3
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	3
5-1 - Contenu des prix	3
5-2 - Modalités de variation des prix.....	4
Formule d'actualisation prestations de travaux :	4
Formule de révision prestations de maintenance :	4
ARTICLE 6 – PENALITES	5
Pénalités pour retard d'exécution.....	5
Pénalités pour non levée de réserves.....	5
Pénalités pour retard de réception définitive	5
Pénalités pour absence de rendez-vous au chantier	5
Pénalités pour non remise des DOE	5
ARTICLE 7 - ASSURANCES	6
ARTICLE 8 - PAIEMENT – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	6
9-1- Présentation des demandes de paiement	6
9-2 - Délai de paiement et mode de règlement.....	7
ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES.....	7
ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE.....	7
11-1- Avance forfaitaire	7
11-2- Garantie à première demande	7
11-3- Remboursement de l'avance forfaitaire	7
ARTICLE 12 - RESILIATION	8
ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE	8
ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	8
ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	8

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANCE

Le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, pouvoir adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est établissement support du GHT Lorraine Nord. A ce titre, il est Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des membres du GHT, cités ci-après.

La présente consultation a pour objet **les travaux de remplacement complet d'un ascenseur pour l'EPSM Metz Jury (clinique TIVOLI à Metz).**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est lancée sous forme de procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE

Le marché n'est pas alloti, les prestations formant un ensemble cohérent indivisible.

- ✚ Pour les travaux : le marché débute à compter de sa notification et jusqu'à accomplissement des missions objet du marché.
- ✚ Pour la maintenance : la maintenance court à compter de la date d'effet de mise en service de l'installation renouvelée et après le délai de garantie d'un an, pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- L'Acte d'Engagement et la DPGF ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Travaux ;
- Le rapport de mission repérage amiante
- Le rapport initial de contrôle technique
- L'offre technique et financière retenue.

ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5-1 - CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au

stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix seront libellés en Euros.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison par article.

5-2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix relatifs au remplacement de l'ascenseur sont fermes et actualisables si un délai supérieur à trois mois est observé entre la remise de l'offre (décembre 2025) et le démarrage des travaux, selon la formule suivante :

FORMULE D'ACTUALISATION PRESTATIONS DE TRAVAUX :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (BT48 / BT48_o)]$$

- P_o représente le prix initial du marché
- P représente le nouveau prix
- Indice BT48_o : valeur initiale de référence connue au mois M_o (décembre 2025) Index national du prix du bâtiment, ascenseurs
- Indice BT48 : valeur connue à la date de révision du présent contrat. Index national du prix du bâtiment, ascenseurs

Les index sont publiés à l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Au cas où un des indices des formules de révision cesserait d'être publié, il serait remplacé par tout autre indice équivalent.

FORMULE DE REVISION PRESTATIONS DE MAINTENANCE :

Les prix relatifs à la maintenance pourront être révisés une fois les 12 mois de garantie échus suite à la mise en service de l'ascenseur et selon la formule ci-après.

La date d'établissement des prix sur la base des conditions économiques en vigueur dit mois 0 sera la date limite de remise des offres.

A la fin des 12 mois de garantie, les prix seront révisés 1 seule fois par application de la formule ci-après. Le prix obtenu sera alors ferme pour la période considérée. Les prix révisés devront être transmis le cas échéant **au moins un mois avant leur prise d'effet.**

$$P = P_o * (0.5 * (I_{CHTREV-TS IME} / I_{CHTREV-TS IME_o}) + 0.5 * BT48 / BT48_o)$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial HT de l'offre

$I_{CHTrev-TS IME}$: dernier indice connu au jour de la révision.

$I_{CHTrev-TS IME_o}$: indice au mois 0 (décembre 2025)

BT48 : dernier indice connu au jour de la révision.

BT48_o : indice au mois 0 (décembre 2025)

$I_{CHTrev-TS IME}$ et $I_{CHTrev-TS IME_o}$ = Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécaniques et électriques (Identifiant INSEE : 001565183).

BT48 et BT48_o = Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010 (Identifiant INSEE : 001710980)

5-3 – Travaux non prévus

Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un ordre de service établi par l'EPSM de METZ-JURY.

Aucun travail modificatif ne fera l'objet d'une plus-value s'il ne fait pas l'objet d'un ordre de service préalable.

Le cas échéant, ces travaux seront réalisés sur la base des prix figurant à la DPGF ou feront l'objet d'une modification par avenant dans les conditions prévues aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – PENALITES

PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION

Les dispositions suivantes seront appliquées, en cas de retard constaté dans l'exécution des travaux pour un appareil, en comparaison avec le planning travaux validés lors de la remise de l'ordre de service, ou modifié lors de la réunion préparatoire avec accord du Maître d'Ouvrage.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le Maître d'Ouvrage, ou le Maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue provisoire de 100 € HT par jour calendaire de retard et par appareil.

La transformation en pénalités définitives reste à l'initiative du Maître d'Ouvrage, en fonction de perturbations générées sur les différents appareils ou sur le déroulement global de l'opération.

PENALITES POUR NON LEVEE DE RESERVES

Les travaux sont prévus d'être réceptionnés en 2 fois, lors d'une visite d'opération préalable à la réception (OPR) et lors d'une visite de réception définitive.

Lors de la réception définitive de l'ouvrage, les réserves constatées lors des OPR devront toutes avoir été levées. Dans le cas contraire, une nouvelle réception sera programmée.

Une pénalité unitaire de 400 € HT par visite de réception complémentaire sera appliquée sur la dernière situation de travaux.

PENALITES POUR RETARD DE RECEPTION DEFINITIVE

Si la réception définitive des appareils ne peut être prononcée à la date d'expiration du délai contractuel correspondant, il pourra être appliqué, par appareil, une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard.

PENALITES POUR ABSENCE DE RENDEZ-VOUS AU CHANTIER

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises, dont la présence est estimée nécessaire.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 150 € HT.

PENALITES POUR NON REMISE DES DOE

Les dossiers d'ouvrage exécutés complets seront remis par le titulaire 7 jours minimum avant la date de la réception définitive.

En cas de non présentation des documents dans les délais demandés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 30 € HT par jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités sont cumulables. Le montant total des pénalités est plafonné à 5 % du montant des travaux HT.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Le titulaire justifiera, dès notification du marché, qu'il s'est acquitté de l'obligation d'assurance responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

Le titulaire devra prévenir le maître d'œuvre de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché sur décision du Maître d'Ouvrage, sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 8 - PAIEMENT – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les factures seront libellées à l'ordre du :

- **Établissement Public de Santé Mental** : Route d'ARS-LAQUENEXY – 57245 JURY

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissements	N° de SIRET	Code service
EPSM METZ-JURY	265.700.021.00016	ECO1

9-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire H.T ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus pourra ne pas être mise en paiement, et pourra être retournée au prestataire pour correction.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

9-2 - DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours, à compter de la réception d'une facture conforme.

ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

11-1- AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que l'EPSM METZ-JURY pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

11-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir à l'EPSM METZ-JURY la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser l'EPSM de METZ-JURY., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

11-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

L'EPSM de METZ-JURY procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 12 - RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 50 à 53 du C.C.A.G./Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances
Rue des Frères Lacretelle
57070 Metz
tél. : 33 3 87 65 17 60
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.5 du CCAG Travaux.

L'article 6 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux

Fait à Metz, le 19 novembre 2025,

Katia REBELO-SEWASTIANOW

Directrice des Achats, de la Logistique
et de l'Hôtellerie

